



Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le matraquage fiscal, fer de lance de la politique de Michel Vauzelle

Élu depuis 1998 à la tête de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Michel Vauzelle avait déjà à son actif lors de sa réélection en 2004, un lourd passif fiscal : + 19,5 % en 2000 et + 8,5 % en 2001. Pour quoi dès lors s'arrêter en si bon chemin ? Dès 2004, le président Vauzelle a donc poursuivi le matraquage fiscal auquel il s'était livré les années précédentes, ajoutant à son tableau de chasse : l'augmentation des dépenses de fonctionnement, de communication au détriment des grands domaines de compétences de la région.



En matière de fiscalité le président de la région PACA a le mérite d'avoir les idées claires. Il est en effet un fervent défenseur du matraquage fiscal et des augmentations régulières d'impôts : Cinq depuis 1998 soit en moyenne une tous les deux ans depuis le début de sa présidence. Depuis 2004, le rythme s'est malheureusement accéléré pour les ménages et les entreprises de la région PACA puisque la fiscalité a augmenté en moyenne de 62 % sur la période. C'est quasiment le record de France !

Ce matraquage fiscal n'épargne personne. Les entreprises figurent parmi les premières victimes de cette politique anti-économique menée par la majorité de gauche du Conseil régional.

Un nouvel impôt Vauzelle en 2007

Le dernier-né des impôts régionaux, voté par la gauche et qui pèse sur les automobilistes est la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Autorisé par la loi à moduler la TIPP, donc ayant la possibilité de la baisser, l'exécutif socialiste a préféré –fidèle à sa logique du toujours plus - l'augmenter du maximum de ce qu'il pouvait prélever.

Ainsi, la majoration des

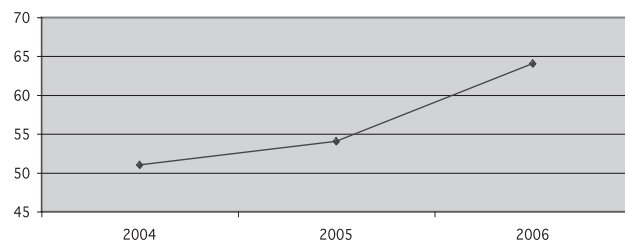
prix à la pompe est de 0,98 €/HL pour l'essence sans plomb et de 0,68 €/HL pour le gazole depuis le 1^{er} janvier 2007. Cela se traduira en 2007 par un **prélèvement de 119 M€ supplémentaires** sur les automobilistes de Provence Alpes Côte d'Azur.

Cette injustice touche toutes les catégories sociales sans distinction de revenus et concerne tous ceux qui possèdent une automobile. Cette mesure anti-sociale

s'ajoute au matraquage que les automobilistes de la région PACA ont subi depuis plusieurs années avec notamment l'augmentation de la taxe sur les cartes grises.

C'est cela la méthode Vauzelle du toujours plus ! Toujours plus d'impôts et toujours plus de dette ! En effet, ce matraquage fiscal s'accompagne d'une augmentation de 65 % de la dette régionale. Elle était de 720 M€ en 1998 elle est de 1,143 Milliards d'€ aujourd'hui.

DÉPENSES DE PERSONNELS EN M€ : +24 %



Que fait la région socialiste de cette manne fiscale ?

Depuis 2004, l'exécutif prélève chaque année sur les ménages et les entreprises de la région 200 M€ supplémentaires en raison des augmentations d'impôts qu'il a imposées.

A quoi sert cet argent ? En effet, le principe de l'impôt n'est pas condamnable en soi. Dans certaines circonstances, il peut se justifier notamment lorsqu'il contribue à financer des services ou des équipements publics. En région PACA, les impôts nouveaux servent principalement à entretenir l'institution régionale et ne profitent pas aux habitants de la région.

Ainsi les dépenses de personnel et le train de vie de l'institution ont explosé.

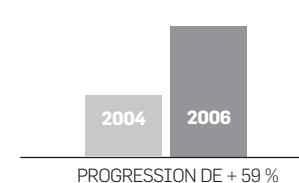
De même, les subventions aux associations coûtent en moyenne **300 M€** par an pour environ 16 000

dossiers. Il faut savoir que les services ont en « stock » 30 000 demandes suite à la politique socialiste qui fait des appels à projets auprès des associations sous couvert de « démocratie participative ».

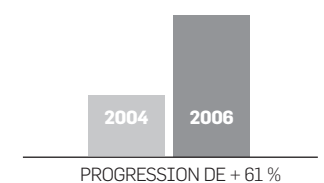
Comme dans l'ensemble des régions socialistes, la communication est devenue une priorité, une marque de fabrique. En ce qui concerne la communication le budget officiel est de 9 M€ mais beaucoup de services disposent d'un budget

“ C'est cela la méthode Vauzelle du toujours plus ! Toujours plus d'impôts et toujours plus de dette.”

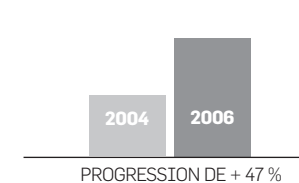
TAXE FONCIER BÂTI



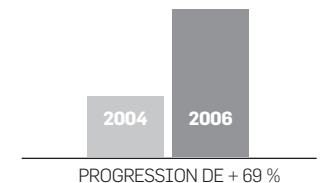
TAXE SUR LES CARTES GRISES



TAXE FONCIER NON BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



spécifique ce qui fait que nous estimons le budget annuel à 15 M€.

En revanche, les investissements dans les domaines de l'emploi et de la recherche diminuent.

Dans sa logique de contre-pouvoir au gouvernement, le président de la région

refuse toujours de participer au plan Borloo et n'affecte aucun moyen pour aider les opérations mises en œuvre dans la région dans le cadre du plan de cohésion sociale.

Toujours dans la même logique anti-économique, les crédits en faveur de la

recherche diminuent.

La mauvaise foi de l'exécutif sur les transferts de compétences

Budget 2007 : les socialistes évaluent le coût des compétences transférées en PACA à 137,7 M€ en rythme annuel. Ils disent que

pour la Région cela représente un surcoût non compensé... Alors que l'Etat transfère 150 M€ de TIPP pour 2007. Cherchez l'erreur !

“ Comme dans l'ensemble des régions socialistes, la communication est devenue une priorité, une marque de fabrique.”

UN PRÉSIDENT PARTISAN ET EXCESSIF

Depuis sa réélection en avril 2004, Michel VAUZELLE utilise un langage d'extrême-gauche, voire gauchiste, dans ses discours publics.

Se revendiquant altermondialiste et anti OGM, il passe son temps à dénoncer l'action du gouvernement sur tous ses aspects.

QUELQUES EXEMPLES :

En 2005 au cours d'une assemblée plénière, en présence du secrétaire général de la préfecture de région, il accuse l'Etat « de se comporter en Etat colonial » à propos de l'acte 2 de la décentralisation. Très choqué, le représentant du Préfet prend la parole en plein hémicycle pour condamner ces paroles. Monsieur VAUZELLE se rendant compte de sa bétise, indigne d'un élu républicain, se rétracte. C'est la première fois qu'un préfet prenait la parole dans une assemblée régionale pour fustiger les propos du Président.

Lors d'une autre séance, il a interpellé l'opposition régionale en accusant le gouvernement de « vouloir faire travailler les enfants au lieu de les laisser à l'école et d'obliger les femmes à travailler la nuit ». Il s'agissait dans le premier cas d'autoriser l'apprentissage à partir de 14 ans et dans le second cas de se mettre en conformité avec la législation européenne.

Au cours des deux dernières années, dans toutes ses déclarations, il a accusé le gouvernement « d'organiser la casse des services publics » « de se désengager financièrement de la région » « de transférer les charges de l'Etat vers les régions » « que les compensations à l'euro près étaient fausses » et « que l'Etat gelait les crédits des contrats de plan ».